CODE CABLE

UNCLASSIFIED
ROUTINE

CODE CABLE

YM
BW
DC

UNITED NATIONS HEADQUARTERS
DPKO SITUATION OPERATIONS

2012 AUG 24 A 8:50

TO: LADSOUS, UNATIONS, NEW YORK

INFO: FELTMAN, UNATIONS, NEW YORK
CHENG-HOPKINS, UNATIONS, NEW YORK

FROM: KOENDERS, UNOCI, ABIDJAN

AUG 31 2012

DATE: 21 August 2012

NUMBER: CCN-209

SUBJECT: **"Strategy for Security Sector Reform (SSR) in Côte d'Ivoire" project proposal**

1. Further to your letter of 27 July 2012, I wish to thank you for your conditional approval of our "Strategy for Security Sector Reform (SSR) in Côte d'Ivoire" project, revised in accordance with your comments, in a amount not to exceed US$550,000.00.

2. We would appreciate receiving the funds as soon as possible in order to promptly launch this important initiative.

Best regards.

[Drafted by O/DSRSG/RC/HC]

DOCUMENT DE PROJET

Représentant du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire	Représentant du Gouvernement de Côte d'Ivoire
Mr. Ndolamb Ngokwey Représentant spécial adjoint et coordonnateur résident du Système des Nations Unies	Mr. Albert Toikeusse Mabri Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement
Peacebuilding Support Office	

CCN-209
P2/21

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

Titre du Projet: Appui au développement d'une stratégie nationale pour la RSS en Côte d'Ivoire.	**Entité Bénéficiaire des Nations Unies:** ONUCI
Point Focal du Projet: Ely Dieng, Chef de l'Unité RSS, ONUCI Adresse: c/o ONUCI, Abidjan, Côte d'Ivoire Téléphone: +225 06 58 64 18 E-mail: Dieng6@un.org	**Partenaire (s) de Mise en Œuvre:** Gouvernement de Côte d'Ivoire Bureau du Président de la République/Ministère de la Défense
Numéro du Projet: *A compléter par le Bureau PNUD MDTF*	**Localisation du Projet:** Côte d'Ivoire
Description du Projet: Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a effectué le lancement d'un processus pour élaborer une stratégie nationale et des plans d'action budgétisés pour la RSS et le DDR. Ce projet aidera le Gouvernement à avoir accès à l'expertise dans les contextes pertinents au niveau national pendant les phases d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie nationale de RSS. Comme énoncé dans la Déclaration Présidentielle d'octobre 2011 (S/PRST/2011/19) par le Conseil de Sécurité, "*un certain nombre de pays africains est entrain de devenir fournisseur important de ce genre d'assistance. [...] Il y a nécessité d'étendre la considération accordée aux perspectives africaines dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Cela comprend l'amélioration des relations avec les organisations régionales et sous-régionales, aussi bien que le partage de connaissances et des expériences avec les femmes et les membres de la société civile*". Pour ce faire, le projet assistera les autorités nationales dans l'identification et l'adaptation des meilleures pratiques issues d'expériences réussies de RSS dans les pays du Sud ayant connu des problèmes similaires.	**Coût Total du Projet:** 550,000US$ **Fond pour la Consolidation de la Paix (PBF):** 550,000US$ **Apport du Gouvernement:** PM **Autres:** PM **Total:** 550,000US$ **Date de Début et Durée du Projet:** Août 2012 – Juillet 2013 (12 mois)
Le Résultat en matière d'Indicateur d'Egalité des Sexes: 2	
Domaine (s) Prioritaire (s) et Réalisations (s) du PBF: Priorité 1: Appui à la mise en œuvre des Accords de Paix Priorité 2: Réconciliation nationale et résolution des conflits Assister le Gouvernement national dans l'élaboration d'une stratégie sécuritaire inclusive et nationale qui indique et appuie un DDR responsable et efficace et une réforme des institutions militaires et des forces de police en Côte d'Ivoire.	

CODE CABLE

CCN-209
P3/21

Received Time-Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

Rendements et Activités Clés:
Délai : Août 2012.

Activité 1: Participation de 10 personnes ressources venant du Rwanda, du Burundi, du Liberia, du Sénégal et de l'Afrique du Sud (à identifier en consultation avec le Gouvernement) à la finalisation des travaux des six groupes et/ou à l'atelier national de validation et d'échanges sur la stratégie et le plan d'action RSS pour enrichir de leurs expériences le débat national.

Délai: Court terme – Août - septembre 2012

Activité 2: Voyage d'apprentissage (7 jours ouvrables) avec approximativement 8 officiels ivoiriens des forces armées (voir TdR en pièce jointe) au Sénégal pour évaluer l'expérience, les opportunités, les défis et les avantages de la participation des femmes dans la gendarmerie nationale et dans l'armée. A cet égard, ces officiels seront désignés au sein du pilier « sécurité nationale » et « dimension humaine et sociale » ainsi qu'au sein des départements appropriés au sein de la Gendarmerie et les FRCI. L'ONUCI et l'équipe-pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire s'assureront de l'implication des spécialistes du « groupe thématique genre » ainsi que le point focal genre de la mission dans la mise en œuvre de cette activité qui sera dirigée par une consultante indépendante et experte nationale de la question déjà identifiée par la partie nationale. Ce voyage d'étude sera suivi d'un séminaire de restitution à Abidjan où le groupe thématique genre et des experts d'autres pays seront invités à échanger sur le sujet et apporter leurs expériences et d'autres exemples à titre comparatif du Sénégal.

Délai : A partir d'août 2012

Activité 3: Mise en place d'un Groupe de Référence de haut niveau (« Groupe de sages de la RSS ») de six (6) experts réputés (trois nationaux et trois internationaux) avec des termes de référence clairs et avalisés par la partie nationale.

CCN-209
P4/21

MODULE 1: Analyse de la situation

Les structures et la sécurité de la Côte d'Ivoire ont été profondément affectées par la crise post-9électorale de 2010-2011. Dans les mois passés, le Gouvernement a pris d'importantes mesures afin d'améliorer l'environnement sécuritaire et reconstruire la confiance publique envers les forces de sécurité. Cela a permis la réactivation de la police militaire et le déploiement des unités à Abidjan et dans d'autres villes principales de l'intérieur du pays. Les FRCI ont également renforcé leur déploiement dans l'Ouest pour faire face à l'insécurité dans cette région très instable ainsi qu'aux défis de la sécurité des frontières, pendant que des forces additionnelles ont été déployées dans la zone frontalière avec le Ghana à l'Est. Des efforts sont déployés pour ramener le personnel des FRCI dans les camps et pour créer une unité mixte qui luttera contre le racket le long des voies principales à travers tout le pays. Malgré l'amélioration relative de la sécurité, la Côte d'Ivoire continue de faire face à un certain nombre de défis dans son processus de transition et de consolidation de la paix particulièrement dans la réunification et le contrôle des forces armées nationales et la police ; dans le désarmement et la démobilisation des ex-combattants et des milices ainsi que dans la facilitation de leur réintégration ; dans le contrôle de la circulation des armes de petits calibres et des armes légères au sein de la population. Des avancées rapides et tangibles dans ces trois domaines sont essentielles pour faire progresser le processus de consolidation de la paix et établir la confiance au sein des services étatiques de sécurité. L'appropriation de la responsabilité de la RSS et du DDR par la Présidence de la République illustre la priorité accordée par le Gouvernement en vue de faire des progrès dans ce domaine. Les instabilités récentes dans la sous région ont souligné l'urgence pour la Côte d'Ivoire – qui préside actuellement la CEDEAO – de l'effectivité de la RSS pour la stabilité nationale et régionale ainsi que l'importance de rapports de voisinage efficaces.

Une étape importante fut prise le 6 avril 2012 avec la mise en place par arrêté présidentiel d'un Groupe de Travail sur la RSS chargé de l'élaboration sur trois mois (jusqu'en juillet 2012) d'une stratégie nationale et d'un plan d'action de réforme du secteur de la sécurité, incluant la formulation d'un processus de DDR et des modalités de mise en œuvre. Le Groupe de Travail construit sur les réalisations du pré-séminaire sur la RSS / le DDR organisé [avec l'assistance du PBF] en septembre 2011. Six sous-comités ou piliers ont été mis en place pour prendre en compte certains secteurs spécifiques à la RSS (dimensions humaine et sociale, gouvernance économique, reconstruction post-crise, état de droit et relations internationales, contrôle démocratique et sécurité nationale) composés des principaux ministères, avec une assistance qui sera fournie par les partenaires internationaux, incluant les Nations-Unies. Les représentants de tous les ministères de tutelle (y compris les Finances, l'Environnement, les Transports, le Plan et Développement, etc..), des états-majors de l'armée, de la gendarmerie et de la police participent aux travaux de manière régulière. Les chefs d'équipe (ou présidents) des six piliers proviennent de différentes institutions étatiques et non étatiques (universités, société civile, etc.). Par exemple, la présidente du pilier « contrôle démocratique » est maire et députée en charge d'une commission à l'Assemblée nationale. Le Président du comité scientifique est le conseiller défense du Président de la République et son adjoint est un conseiller du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur. Il faut noter que le Comité de pilotage et de suivi qui regroupe tous les ministres clefs en charge de la sécurité est

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P5/21

présidé par le Ministre auprès du Président de la République chargé de la Défense. Il y a de ce fait une appropriation gouvernementale du travail du GT-RSS qui est vu comme une opportunité unique de faire une réforme holistique de la sécurité. L'ONUCI, conjointement avec la CEDEAO, l'Union Africaine et l'Union Européenne, est un membre du Groupe de Travail sur la RSS [et contribue aux travaux des six piliers].

Les travaux du GT-RSS se situent dans la droite ligne du pré-séminaire sur la RSS de septembre dernier qui devait être suivi par un séminaire de validation national. C'est dans ce cadre que les fonds PBF, à hauteur de 250,000 dollars USD, avaient été réservés pour toute action visant à consolider les efforts en matière de RSS et DDR. Considérant toutefois les liens étroits entre la RSS et le DDR, le Gouvernement de Côte d'Ivoire a dans son approche globale, inclut le DDR sous la férule de la RSS. Par conséquent, tout appui apporté à la RSS eu égard à la définition d'une stratégie nationale et d'une organisation institutionnelle adéquate pour le rétablissement de la sécurité et la restauration de l'autorité de l'Etat, renforce par la-même, les efforts en cours pour réussir le DDR dans tout le pays.

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a exprimé son intérêt quant à apprendre et adapter les expériences d'autres pays qui ont entrepris des processus de RSS et de DDR similaires dans le cadre de la transition pour la consolidation de la paix. Il a exprimé son intérêt en s'inspirant d'un éventail d'expériences pertinentes comprenant celles de la région ouest-africaine, des pays francophones et autres. Cela inclut les pays avec une expérience dans la mise en œuvre globale des processus de RSS (Sierra Leone, Afrique du Sud, Rwanda, Burundi, Ouganda, etc.) et la mise en œuvre des mesures ciblées pour, notamment:

- Appuyer l'intégration et la réconciliation au sein des Forces Armées (par exemple : Afrique du Sud);
- Réformer la gendarmerie, notamment l'augmentation de la participation des femmes (par exemple : Sénégal);
- Responsabilisation des forces armées et de lutte contre le racket (par exemple : Rwanda, Colombie);
- Surveillance du secteur de la sécurité par le Parlement (par exemple : Liberia, Brésil, Chili);
- Gestion administrative, comprenant la gestion des ressources humaines et financière des institutions de sécurité (par exemple : Burundi, Sierra Leone).

Le Gouvernement a formellement demandé aux Nations Unies d'assister ce genre d'échanges en identifiant les principaux contextes et experts RSS et DDR et en facilitant leur engagement dans l'élaboration de la stratégie nationale de la RSS. Le dialogue national que les Nations Unies appuient pour faire avancer les processus de RSS et DDR a créé certaines lignes de base sur lesquelles toutes les institutions nationales de sécurité ont identifié un certain nombre d'experts. Les discussions sur leur participation en qualité d'experts sont en cours avec le GT-RSS. Leur rôle sera d'assister tout au long de la phase d'élaboration de la stratégie, de conseiller et de contrôler durant la période de mise en œuvre.

CODE CABLE

CCN 209
P6/21

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

MODULE 2: Partie descriptive: Justification du projet

Le Président et le Gouvernement ont une volonté forte de restaurer la paix et la stabilité, et de reconstruire le pays. Le Plan National de Développement 2012-2015 a défini son premier résultat stratégique comme suit: « *les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée* ». Dans ce contexte, le Gouvernement a donné la priorité au DDR et à la RSS comme secteurs fondamentaux d'intervention. L'élaboration en temps opportun d'une stratégie nationale de RSS est critique pour avancer le processus de DDR qui a été récemment initié, étendre l'autorité de l'Etat et le contrôle sur les forces de sécurité, et pour bâtir la confiance dans le processus de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. Une stratégie crédible et cohérente et la mise en œuvre de la réforme de l'armée, de la gendarmerie et de la police nationale sont essentielles pour la consolidation de la paix dans le pays. La résolution 2000 (2011) du Conseil de Sécurité a mandaté l'ONUCI pour assister le Gouvernement dans l'élaboration de cette stratégie et des plans d'action de RSS et DDR. Ce projet se réfère aux priorités 1 et 2 du Plan prioritaire pour la consolidation de la paix élaboré par le Gouvernement de CI avec l'appui du SNU dont la mise en œuvre est coordonnée par le Comité de Pilotage Conjoint. Ce projet constitue une complémentarité avec les autres actions déjà financées par PBSO à travers notamment le renforcement des capacités de la police et de la gendarmerie par la réhabilitation, l'équipement des commissariats de police, de gendarmerie et des préfectures et ainsi que les formations de base et l'organisation du séminaire national pour l'adoption et la validation de la stratégie nationale.

Les insuffisances importantes dans le financement international de la consolidation de la paix que le projet devra combler sont de deux ordres: le facteur temps et le manque de fonds disponibles pour les activités spécifiques à la consolidation de la paix. Autrement dit:

- *Le temps est compté* :

- Inquiétude au sein du Gouvernement et de la population locale, ainsi que des partenaires internationaux qui ont de nouveau besoin de progresser dans le cadre du DDR, du désarmement au sein de la population, de la RSS comprenant la discipline et le contrôle des forces militaires et de police et la réconciliation entre elles. Les attentes de la population sont grandes en matière de sécurité et il y a urgence dans le besoin de partager les dividendes de sécurité avec le peuple afin qu'il sente la différence d'avec la situation post-crise électorale.

- Cible du Gouvernement : Le délai imparti est de 90 jours depuis le début des travaux du GT-RSS (fin avril), pour définir la stratégie nationale de sécurité globale et les plans d'action. Cela est très ambitieux mais réalisable avec un effort intense et concentré sur l'essentiel et:(*i*) inspirée des leçons distillées, des bonnes pratiques et des expériences d'autres pays qui ont entrepris de pareilles transitions ; (*ii*) appuyée et conseillée par des experts hautement qualifiés avec expérience, sensibilité, connaissance spécifique de la situation de la région et compétences avérées ; (*iii*) encadrée et mentorée en temps 'réel' au fur et à

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P7/29

mesure que les plans sont déployés et la mise en œuvre enclenchée. Les six piliers du GT-RSS s'attèlent au quotidien à faire avancer les travaux. Un premier atelier-bilan s'est tenu avec succès du 28-31 mai 2012 à Grand Bassam après un mois d'exercice du Comité scientifique du GT-RSS pour voir l'état d'avancement des travaux et donner des directives pour la deuxième phase des travaux. Un deuxième atelier dit de « consolidation et d'harmonisation » a eu lieu les 29-30 juin à Abidjan pour faire la synthèse des travaux depuis le premier atelier. Un dernier atelier intitulé « Séminaire d'échanges et d'appropriation nationale » est prévu en septembre pour échanger avec tous les acteurs nationaux et experts internationaux afin de bénéficier d'autres expériences et faire endosser la stratégie et plans d'action au niveau national. La contribution du présent projet donnera toutes ses chances au GT-RSS de produire un résultat valable et accepté de toutes les parties prenantes, nationales et internationales.

- *Urgence du financement /absence d'alternatives*

- Certains pays donateurs ont exprimé l'intérêt de financer la mise en œuvre des programmes DDR et RSS mais ont besoin d'une plus grande visibilité sur la stratégie de l'Etat ivoirien en matière de sécurité, sur la vision nationale dont elle découle et sur les activités sectorielles concrètes qui constitueront la réforme. Une fois les travaux du GT-RSS terminés avec une stratégie et des plans d'action, une chronologie et un budget clair, les partenaires internationaux seront plus aptes à assister le pays dans ce domaine.

- La Côte d'Ivoire est désireuse d'établir une stratégie sous responsabilité et direction nationales. Elle cherche à s'inspirer de ceux avec une expérience similaire et le pays a formellement demandé aux Nations Unies de l'assister dans la recherche et l'apport en CI de cette expérience. Plusieurs de ces pays ayant ces expériences sont des pays en voie de développement et, tout en étant intéressés à assister la CI, ne sont pas en position de fournir un financement significatif et opportun.

- La CI a aussi lancé le processus de réconciliation nationale dans lequel le progrès rapide demeure un défi. Améliorer la sécurité et une justice plus équitable auraient un impact direct sur les efforts de réconciliation nationale.

Parmi les effets catalyseurs du projet, il est important de mentionner les suivants:

- L'élaboration d'une stratégie nationale de RSS inclusive et cohérente est la condition préalable pour établir des plans et programmes de mise en œuvre détaillés et pratiques qui peuvent être appuyés par les donateurs. Une fois établi (particulièrement si le processus dans lequel cela prend place est inclusif, favorable et contribue aux échanges entre la Côte d'Ivoire et les partenaires de la région et au-delà), cela permettra le flux de financement internationaux.

- Avec le processus national d'élaboration de la RSS en cours, les Nations Unies seront en position d'aider le Gouvernement à susciter l'implication d'autres

CCN 209
P8/21

- partenaires donateurs. L'implication de la communauté internationale au sein du Comité de pilotage et de suivi du GT-RSS à travers la participation de l'ONUCI, l'Union africaine, la CEDEAO et l'Union européenne offre l'opportunité à la partie nationale de présenter ses besoins et de bénéficier d'appuis additionnels. Le GTRSS travaille également en étroite collaboration avec les conseillers techniques RSS des donateurs – Belgique, France, USA – pour susciter leur soutien technique. Une table ronde sur la RSS est envisagée au terme des travaux du GT-RSS afin de présenter aux partenaires/donateurs la stratégie et les écarts financiers ressortant du budget des plans d'action DDR et RSS en vue d'obtenir une assistance financière et matérielle effective pour la mise en œuvre de la réforme.

- La coopération Sud-Sud est une nouvelle priorité tant pour les états émergents que pour les donateurs. La mise en place de ce genre d'échanges par les Nations Unies facilitera aussi bien : (*i*) les états participants, si possible, pour financer la participation de leurs experts nationaux et / ou (*ii*) l'appui d'une tierce partie par le donateur partenaire pour une assistance Sud-Sud continue comprenant la mise en œuvre, l'évaluation et les phases de révision. Une initiative de la Banque Mondiale dans le cadre du partage d'expériences Sud-Sud en partenariat avec l'Union Africaine est en cours d'élaboration et la Côte d'Ivoire fait partie des pays cités pour bénéficier de ces échanges et renforcement des capacités.

Le présent projet est essentiellement basé sur le partage d'expériences avec des pays qui ont traversé des situations similaires. L'objectif est de faire bénéficier la Côte d'Ivoire d'un maximum d'exemples possibles afin de s'en inspirer et réussir sa réforme. La première activité, qui vise à faire participer les expertises disponibles dans les divers pays cités, rentre dans le cadre de la philosophie de l'initiative capacités civiles qui prône l'utilisation des connaissances disponibles dans les pays du Sud au service de pays en transition. L'initiative capacités civiles incite également au partage d'expériences directes entre deux pays sur un sujet bien précis. C'est le cas de la deuxième activité intitulée « voyage d'étude au Sénégal sur le Genre et la RSS ». Ce voyage apportera un éclairage certain sur la manière dont un pays de la même sous-région a su gérer, entre autres, la question de la participation de la femme dans les forces armées étant entendu que la Côte d'Ivoire ne compte aucune femme dans les rangs de la gendarmerie. L'atelier de restitution prévu à la suite du voyage d'étude permettra de partager avec un plus grand nombre d'acteurs les fruits de la visite et d'en discuter les conclusions et recommandations. Le troisième volet du projet consiste à faire venir de l'expertise internationale avérée en matière de RSS à travers le « Comité des sages » pour faciliter - à travers l'information, la sensibilisation et le plaidoyer - la mise en œuvre effective de la réforme, conjointement avec des sages « nationaux ».

Ces trois volets du projet permettront à terme de transférer une masse importante de savoir-faire basée sur des expériences concrètes d'autres pays envers les acteurs ivoiriens de la RSS.

CODE CABLE
Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P 9/1

MODULE 3 : Cadre logique et stratégie de mise en œuvre

3.1 Stratégie de mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre du projet se distingue en trois étapes.

- Dans un premier temps, il s'agit d'accompagner les travaux en cours au sein du GT-RSS afin de contribuer à l'élaboration d'une bonne stratégie RSS. Pour cela, des experts des pays du Sud seront identifiés et viendront renforcer les équipes en place pour apporter leurs expériences au service du Gouvernement de Côte d'Ivoire.
- Dans un deuxième temps, le projet appuie l'un des aspects essentiels de la réforme qui est la place du genre et l'implication des femmes dans les institutions du secteur de la sécurité. Cette question est d'autant plus importante qu'en Côte d'Ivoire, les femmes ne sont pas admises du tout dans les rangs de la gendarmerie et leur implication dans l'armée est presque inexistante. Ce sujet mérite que le GT-RSS s'y arrête pour aider, dans le cadre de la réforme, à faire des propositions concrètes. Dans ce cadre, un voyage d'étude pour approfondir la question est prévu dans un pays voisin qui a expérimenté cela et dont la CI pourrait s'inspirer : il s'agit du Sénégal.
- Le troisième aspect de la stratégie de mise en œuvre consiste à mettre en place un cadre adéquat pour que les réformes sectorielles qui découleront de la stratégie nationale puissent être acceptées des populations et de toutes les parties prenantes, et mises en œuvre dans les meilleurs délais et de manière efficiente avec l'appui des partenaires. Pour cela, le projet aidera à financer un groupe de sages de la RSS qui assurera que les conclusions de ce travail qui a mobilisé autant de ressources et d'attention ne soit pas vaines. Le groupe des sages qui sera composé de six personnalités de renom avec une expérience avérée sur la question sur la base de termes de référence précis, accompagnera la mise en œuvre de la réforme à travers un plaidoyer national, des séances d'information et de sensibilisation et une interaction régulière avec les partenaires internationaux. Ce groupe de six personnalités sera composé de trois personnalités locales ivoiriennes et trois personnalités internationales. Ce caractère mixte du groupe visera à renforcer l'écoute et l'acceptation des communautés qui aimeraient voir des ressortissants du terroir impliqués dans cette démarche d'information et de sensibilisation nationale.

3.2 Durabilité

Le projet a identifié deux domaines prioritaires avec des réalisations et des résultats y afférent. Si les fonds sont primordiaux pour la réussite des objectifs du projet, comme cela a été mentionné plus haut, les donateurs sont également intéressés à financer les stratégies et les plans DDR et RSS qui seront établis. Pour cette raison, l'élaboration de stratégies et de plans RSS clairs et limités dans le temps sont la condition préalable pour les donateurs en vue de soutenir les processus durant toute la période du projet et au-delà, si nécessaire.

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P 10/21

3.3 Cadre stratégique logique

Partie 1 (Niveau stratégique)

Objectifs	Indicateurs/cibles mesurables	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
Domaines prioritaires du PBF - *Appui à la mise en œuvre des Accords de paix ;* - *Réconciliation nationale et résolution de conflit*			
Effet 1 : Réalisation du PBF *Le Gouvernement national prend pleinement en main l'élaboration et la mise en place d'une politique efficace de RSS et de DDR en vue d'accélérer le processus de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.*	*Adoption par le Gouvernement d'ici décembre 2012 de la stratégie nationale de RSS, incluant le programme de DDR et la réforme des forces armées et de police.* *Réduction du trafic d'armes au niveau national et régional (Base de référence : la tendance pour la période 2011-2012)* *Preuve (evidence) que la réconciliation au sein des forces armées est renforcée* *Normes internationales en termes de responsabilité/redevabilité (accountability) (notamment une meilleure discipline et conduite) sont respectées au sein de l'armée* *Engagement des bailleurs de fonds en vue d'apporter le soutien financier nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie*	*Documents légaux approuvés par le Gouvernement ;* *Rapports sur l'état d'avancement (documents produits dans le cadre du séminaire de validation, etc.)* *Enquêtes d'opinion auprès des populations et au sein de l'armée*	*Engagement des preneurs de décisions au sein du Gouvernement ainsi que soutien financier des bailleurs de fonds*

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P11/21

Extrants (outputs) (résultats immédiats) : *(1) Les preneurs de décisions/ principaux acteurs au sein du Gouvernement bénéficient des expériences et pratiques pertinentes issues de pays voisins et/ou de pays ayant connu des situations similaires en temps opportun en matière de RSS/DDR* *(2) Les capacités des Ministères compétents pour appliquer le savoir-faire en vue d'élaborer une stratégie adaptée aux besoins spécifiques du pays sont renforcées*	*Moyens quantitatifs ou qualitatifs pour mesurer et estimer le délai de production des résultats* *Les Groupes de Travail/fora élaborent l'orientation stratégique des sujets pertinents au secteur en question.* *Une RSS inclusive et cohérente est décidée et mise en œuvre* *Des décisions prises pour l'enrôlement des femmes dans les écoles d'instruction militaire et de gendarmerie*		

CODE CABLE
Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P12/21

Partie 2 (Niveau de mise œuvre): Réalisations du PBF:

Activités principales	Intrants	Estimation approximative des coûts (optionnel)	Personne (s) responsable (s) pour la mobilisation des intrants
Activité 1 : *1.1 Participation de 10 personnes ressources venant du Rwanda, du Burundi, du Liberia, du Sénégal et de l'Afrique du Sud à identifier en consultation avec le Gouvernement) dans le cadre de l'atelier national de validation de la stratégie et du plan d'action RSS pour enrichir de leurs expériences le débat national.*	*Frais de consultants* *Voyages des consultants*	*$ 100,000* *$ 50,000*	*Gestionnaire de projet*
Activité 2 *2.1 Facilitation de 2 experts en genre et institutions de sécurité (6 semaines)* *2.2 Etude de terrain de 7 jours pour approximativement 8 experts ivoiriens au Sénégal pour évaluer l'expérience, les opportunités, les défis et les avantages de la participation des femmes dans la gendarmerie nationale.* *2.3 Ateliers de restitution en vue de partager les conclusions du voyage d'étude*	*Frais de consultance* *Voyage des Consultants* *Location, Hébergement, transport, équipement, etc.*	*$ 30,000* *$ 65,000* *$ 20,018.7*	*Gestionnaire de projet*
Activité 3 *3.1 Etablissement d'un Groupe de référence de haut niveau de six (6) experts/sages réputés (potentiellement identifiés parmi les experts participant à l'activité 1)*	*Consultants internationaux*	*$ 100,000*	*Gestionnaire de projet*

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209 p 31/21

3.2 Voyage de 3 experts internationaux réputés en Côte d'Ivoire	*Voyage des Consultants*	*$ 60,000*	
3.3 Forfait pour 3 sages nationaux	*Intéressement forfaitaire*	*$ 35,000*	
4. Etude de cas	*Mettre en place une équipe mixte pour étudier l'impact du projet considéré comme pilote*	*$ 14,000*	*PBSO et gestionnaire du projet*
Evaluation finale		*$ 40,000*	*Contracter une évaluation externe*
Total		*$ 514,018.7*	
Frais administratifs (7%)		*$ 35,981.3*	
Total		*$ 550,000*	

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCW-209
P14/21

MODULE 4: Budget

- **Pour l'activité 1:** DSA et voyages pour 10 experts et officiels de pays sélectionnés (Burundi, Rwanda, Liberia, Afrique du Sud, Sénégal, etc.); frais de facilitation pour 1 x expert pour l'assistance

- **Pour l'activité 2:** DSA et voyages pour 8 officiels ivoiriens au Sénégal pour 7 jours; frais de consultance pour 2 experts/consultants pour faciliter le voyage et faire le reporting ; coût de l'atelier de restitution « Genre et RSS » au retour du voyage

- **Pour l'activité 4:** Frais de consultance pour 3 experts (sages) internationaux RSS pour 6 mois avec forfait mensuel; DSA et voyage pour ces 3 experts (sages) internationaux RSS en Côte d'Ivoire pour 4 x 7 jours de voyage ; Frais forfaitaires pour trois (3) sages nationaux ivoiriens pour six (6) mois.

Les Organisations Bénéficiaires des Nations-Unies sont encouragées à annexer une copie du budget du projet au format standard pour leur organisation afin de faciliter la révision.

[redacted]	[redacted]
1. Fournitures, produits, équipement et transport	$ 20,018.7
2.Personnel (membres du personnel, consultants et voyages)	$ 210,000
3.Contrats	$ 230,000
4. Etude de cas sur l'exemple ivoirien	$ 14,000
5. Evaluation externe	$ 40,000
[redacted]	[redacted]
Coûts indirects de support 7%	$ 35,981.3
[redacted]	[redacted]

514 018.70

550,000.

CODE CABLE
Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CN-209
P15/21

MODULE 5: Modalités d'exécution

- ***Partie nationale/GT-RSS***

Le groupe de travail sur la RSS bien qu'ayant eu initialement une durée de vie de 90 jours va continuer ses activités jusqu'à l'avènement d'une nouvelle structure en charge de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la RSS. Par conséquent, même si les travaux d'élaboration de la stratégie s'achevaient, les trois activités du projet, à savoir le grand séminaire d'échanges et d'appropriation, le voyage d'étude sur le genre et la RSS et la mise en place du comité des sages de la RSS, vont se poursuivre sous sa direction. Le GT-RSS, et ensuite l'organe qui lui succédera, supervisera la mise en œuvre du projet. La partie nationale participera à l'identification de l'expertise spécifique requise et s'engagera avec les pays partenaires et les experts concernés pour leur participation effective aux activités du projet, y compris à l'identification des sages de la RSS tant au niveau international qu'au niveau national. La structure nationale de coordination de la RSS s'engage à adopter et mettre en œuvre, partiellement ou dans sa totalité, les recommandations arrêtées.

- ***ONUCI***

Le projet sera exécuté par l'ONUCI qui est l'institution bénéficiaire et récipiendaire des fonds. La Division RSS sera responsable de la mise en œuvre du projet et du suivi en collaboration avec le bureau du coordinateur résident. Elle participera à l'identification et à l'engagement de l'expertise nécessaire au projet aux côtés de la partie nationale. La Division RSS collaborera étroitement avec le bureau du coordinateur résident dans le cadre de l'exécution du projet et surtout dans le cadre de l'élaboration des rapports et de la liaison avec le fonds de consolidation de la paix.

- ***Partenariat***

Le projet sera exécuté en partenariat avec le Gouvernement à travers le Comité scientifique du GT-RSS et la structure d'exécution qui sera mise en place pour appliquer la stratégie et réaliser les activités des plans d'action.

- ***Rôle du Gouvernement:***

Il dirige et s'engage activement dans les différentes phases du projet en identifiant les priorités nationales, les calendriers et plans d'action y afférent ainsi que le suivi et l'évaluation des progrès au moyen d'un tableau d'évaluation périodique où tous les acteurs nationaux intéressés seront représentés.

- *Mécanismes de coordination du projet*

(i) Comité de pilotage conjoint du Plan prioritaire

Le Comité de pilotage conjoint du Plan prioritaire (CPCPP) est co-présidé par le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général et le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement. Son rôle est de définir les orientations stratégiques et d'arrêter les principes et procédures de mise en œuvre des différentes composantes du projet. Il adoptera le document de projet et assurera le suivi-évaluation de sa mise en œuvre. Il veillera notamment à ce que les activités du projet soient conformes aux orientations définies dans le plan prioritaire et en cohérence avec les autres interventions financées par le PBF et/ou par d'autres partenaires.

(ii) Comité scientifique

Le Comite scientifique du GT-RSS est l'organe technique mis en place pour conduire les travaux décrits dans l'arrêté présidentiel du 6 avril 2012 à savoir élaborer une stratégie nationale de RSS et des plans d'action pour la RSS et le DDR. Le comité scientifique est divisé en six piliers multisectoriels, chaque pilier étant chargé de faire le diagnostic des secteurs sous sa responsabilité et des propositions de réformes sectorielles qui seront ensuite mises ensemble pour alimenter la stratégie nationale et développer les plans d'action. Le Comité scientifique est dirigé par un président (conseiller du Président de la République) et un vice-président (conseiller du Ministre de l'Intérieur). Il n'a pas de mandat exécutif mais plutôt de conseil. Il sera dissout après la fin des travaux prévue initialement pour 90 jours à partir de la date de publication de l'arrêté qui le crée. Il devra être relayé par un organe de coordination et de mise en œuvre des résultats à créer dans le cadre de l'architecture institutionnelle que doit proposer la stratégie nationale en cours d'élaboration.

(iii) Equipe du projet constituée par l'équipe de la Division SSR

Le responsable du projet au sein de l'ONUCI sera le chef de la Division SSR en collaboration avec le bureau du coordinateur résident. Il servira de point focal entre l'ONUCI et la partie nationale au niveau de la mise en œuvre et rendra compte à l'interne de l'avancement des travaux au leadership de la mission, aux bailleurs de fonds de cette initiative et aux partenaires internationaux en cas de besoin.

MODULE 6: Suivi et Evaluation

- Indicateurs de succès

La stratégie nationale de la RSS est développée et présentée au séminaire national ainsi que des plans concrets de mise en œuvre avec des budgets spécifiques. Les plans sont réalistes et intègrent les enseignements / meilleures pratiques issues des autres pays dotés d'expériences pertinentes.

CODE CABLE
Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P17/21

Les stratégies et plans pour les processus de RSS et DDR sont en place conformément au calendrier et aux coûts.

- Les indicateurs de Suivi et Evaluation et points de références éventuels:

Préparation d'une étude de cas sur la Côte d'Ivoire au cours de laquelle les meilleures pratiques, enseignements tirés et les points de référence seront collectés en vue de démontrer les impacts positifs et catalyseurs du dialogue national, la coopération Sud-Sud et l'intégration de la perspective africaine comme recommandé par la présidence du Conseil de Sécurité dans la déclaration PrS/PRST/2011/19 et la nouvelle orientation des Nations Unies sur la RSS.

MODULE 7: Analyse des risques et hypothèses

- Chronologie relative à l'élaboration de la stratégie de la RSS
  - L'implication des experts internationaux des pays du Sud pourrait appuyer les rencontres / engagements réguliers et par leur présence encourager l'engagement des acteurs nationaux
  - La participation des Nations Unies dans le GT-RSS pourrait appuyer la mise en place des calendriers
  - La participation des personnes ressources des pays ayant connu les processus similaires

- L'acceptation par les partenaires internationaux de l'engagement des experts du Sud
  - Les Nations Unies et le Gouvernement justifient auprès des partenaires internationaux le bien-fondé de la possible contribution de l'expertise du Sud
  - Le Comité de pilotage conjoint du Plan prioritaire pour la Consolidation de la Paix approuve les propositions

- Défis pour identifier / trouver des experts pertinents
  - Nombre limité d'experts envisagés pour assurer une haute qualité / engagement
  - Utilisation du Système des Nations Unies pour identifier les experts dans les pays concernés et soutenir leur engagement / voyage d'étude dans un pays tiers qui a une expérience enrichissante à partager
  - Les Nations Unies soutiennent la sollicitude de la Côte d'Ivoire envers les pays concernés. Le GT-RSS rédige des lettres aux pays concernés éventuellement intéressés par l'apprentissage sur le projet.

- La connaissance / les compétences / la capacité des experts individuels à partager leurs expériences et éventuellement transférer leurs savoirs
  - Les particuliers participant initialement sur une base ponctuelle sous réserve d'engagement / réception, peuvent être retenus ou pas

CODE CABLE
Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
p18/21

- La sélection pour la participation au Groupe de Référence est minutieuse, les principaux acteurs sont impliqués, en accord avec les dirigeants ivoiriens

- Engagement des intervenants nationaux dans la RSS
  - Le rapport du Groupe de Référence peut mettre en évidence, identifier les risques, traiter et partager avec le Gouvernement et les partenaires internationaux
  - Le soutien des donateurs est subordonné aux progrès
  - L'appui continu des experts du Sud dépend des progrès.

CODE CABLE

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

CCN-209
P 19/29

FOND DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
ANNEXE I

RESUME DU PROJET

Numéro de Projet et Titre:	Soutien au développement de la stratégie nationale de la RSS et du DDR en Côte d'Ivoire.			
Entité (s) Bénéficiaire (s) des Nations Unies	Division RSS de l'ONUCI			
Partenaire (s) de Mise en Œuvre:				
Localisation:	Côte d'Ivoire			
Budget Approuvé pour le Projet:				
Durée:	**Date Prévue de Démarrage:** Août 2012 **Date de fin Planifiée:** Juillet 2013			
Date d'Approbation par le Conseil de Sécurité (Dates Effectives):		**Transfert de Fonds MDTF**		**Date de Démarrage des Activités du Projet**
Description du Projet:	Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a lancé le processus d'élaboration de la stratégie nationale de RSS et les plans d'action budgétisés pour la RSS et le DDR. Ce projet aidera le Gouvernement à obtenir l'expertise dans les contextes pertinents au niveau national et à identifier les meilleures pratiques issues des expériences réussies de RSS qui peuvent accompagner la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de ses priorités en matière de consolidation de la paix.			
Domaine de Priorité PBF:	**Priorité 1:** Le soutien à la mise en œuvre des Accords de Paix **Priorité 2:** La réconciliation nationale et la résolution des conflits			
Réalisation PBF:	Appui au Gouvernement national dans l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale inclusive et cohérente qui guide et soutient un DDR responsable et effectif et une réforme des institutions militaires et des forces de police en Côte d'Ivoire.			
Activités clés du Projet:	Activité 1: Participation de 10 personnes ressources venant du Rwanda, du Burundi, du Liberia, du Sénégal et de l'Afrique du Sud (à identifier en consultation avec le Gouvernement) aux (i) travaux du Groupe de Travail (issus éventuellement du registre des experts RSS des Nations Unies, le Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (ASSN) et autres organisations pertinentes de la sous-région) et à (ii) l'atelier national de validation de la stratégie et du plan d'action RSS pour enrichir de leurs expériences le débat national. Délai: Court terme – Aout-Sept. 2012; Activité 2 : Voyage d'apprentissage (7 jours) avec approximativement 8 officiels ivoiriens des forces armées (voir pièce jointes) au Sénégal pour évaluer l'expérience, les opportunités, les défis et les avantages de la participation des femmes dans la gendarmerie nationale. A cet égard,			

CODE CABLE

CCN-209
P 22/21

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078

	ces officiels seront nommés par la Gendarmerie et les FRCI. L'ONUCI apportera son appui en assurant l'inclusion des femmes. Délai: A partir de Août-Sept. 2012. Activité 3: Mise en place d'un Groupe de Référence de haut niveau de six (6) experts réputés (potentiellement tirés d'experts participant à l'activité 1) dont trois internationaux et trois nationaux ivoiriens avec des termes de références agréés Délai : A partir de Sept. 2012.
Passation de Marchés	NA

CODE CABLE

CCN-209
P21

Received Time Aug. 24. 2012 8:09AM No. 1078